

treprises que des amis de l'honorable député ont violemment combattues et qui nous ont, cependant, aidé à rétablir les finances de cette province à ce point que celle-ci est, à l'heure présente, une des plus prospères du Canada. Qu'on me permette de dire que les libéraux de la Nouvelle-Ecosse, après avoir opéré cette réforme dans les finances de leur province, ont été heureux d'avoir l'occasion, ainsi que l'affirmeront nos partisans de cette partie du pays, de venir à Ottawa travailler de concert avec leurs amis des autres provinces, à retirer le Canada du gouffre où l'avaient jeté nos adversaires.

L'an dernier, j'ai rappelé à mon honorable ami, et je suis obligé de lui dire de nouveau qu'il ne veut pas réaliser le grand changement qui s'est opéré par tout le pays. Le Canada d'aujourd'hui n'est pas le Canada de 1896. C'est à peine si ce dernier pourrait être reconnu par les gens qui étudient ce nouveau Canada qu'un gouvernement libéral a créé et développé. En 1896, dans toutes les parties du Dominion, il y avait—dirais-je un marasme général? Non, car ce mot est trop fort—il y avait du découragement partout; le peuple n'était pas satisfait de l'état de choses qui existait alors, malgré les avantages qui, d'après nos adversaires, déconlaient de la politique qu'ils avaient suivie. On peut dire en toute vérité que l'état des affaires au Canada, en 1896, sous le régime conservateur, n'était pas satisfaisant. Sans doute, quelques progrès avaient été accomplis, car on ne peut empêcher un pays comme celui-ci de marcher de l'avant, mais ces progrès se résuinaient à peu de chose.

Prenons quelques items qui ne sont pas nouveaux, car on les a mentionnés déjà: mais il semble pourtant, qu'on peut les rappeler sans être fastidieux. Ce Canada dont il

a parlé, ce Canada de 1896 qu'il a pris comme terme de comparaison, avait un volume de commerce total qui s'élevait à \$239,000,000; le nouveau Canada, développé par le gouvernement libéral, accuse un mouvement commercial se chiffrant dans les \$470,000,000. Le Canada de 1896 avait \$183,000,000 déposés dans les banques d'épargne et dans les banques autorisées; aujourd'hui, le montant de ces dépôts s'élève à \$423,000,000. Nous pourrions continuer l'examen de tous les items se rapportant au commerce et à la navigation. J'ai déjà discuté ces sujets, mais je demande à mon honorable ami qui fait ces comparaisons, de se rappeler que le Canada d'aujourd'hui est bien différent de celui de 1896. Le gouvernement actuel a compris que les conditions du pays étaient changées, et je suis convaincu que la législation que nous avons présentée et appliquée a contribué dans une mesure—combien large? Cela peut prêter à discussion—mais dans une mesure considérable aux progrès étonnants du pays. L'honorable député doit se rappeler qu'en faisant ces comparaisons, il ferme les yeux à l'ancien état de choses pour ne pas le mettre en parallèle avec celui qui se développe aujourd'hui. Il ne doit pas oublier que, sous ce régime libéral, le pays est entré dans une ère de prospérité énorme et que, si nous avons dépensé de l'argent, c'était à l'avantage du Canada et pour des motifs qui seront approuvés par tous les véritables financiers. Nos adversaires ont dépensé peu d'argent, mais cela ne les empêchait pas d'endetter le pays. Ils dépensaient peu et c'était de l'extravagance; nous dépensons plus, et c'est de l'économie, parce que nous proportionnons nos dépenses à nos moyens.